

Le retour de l'Étoile Nord Africaine

La discorde entre l'Algérie et l'Égypte qui ne cesse de s'approfondir conduit inexorablement à une rupture politique et idéologique entre une Afrique du Nord dont le socle est berbère et l'Égypte, pilier d'une Nation arabe fantasmée.

La manifestation massive de tout un peuple, derrière le drapeau algérien est un évènement historique car il ferme la parenthèse FLN de l'histoire de l'Algérie et ramène à l'Étoile Nord Africaine fondatrice du nationalisme algérien et nord africain. Rappelons à ce sujet que le drapeau algérien a été présenté pour la première fois, le 5 août 1934, pendant une Assemblée générale de l'Étoile, tenue à Levallois-Perret, salle des Syndicats. Dans ses Mémoires, *Cahier 10*, pp.3092, Messali écrit :

« Le drapeau algérien, de couleur vert et blanc et frappé d'un croissant rouge. Devant ce drapeau hautement tenu et entouré d'une garde d'honneur, j'ai eu l'honneur de présenter mon discours d'ouverture de l'assemblée générale de l'Étoile nord-africaine, et cela, pour la première fois. »

Ce retour à l'Étoile a semé la panique dans la classe politique algérienne qui assiste au détricotage d'une histoire mythologique et à celui d'un régime installé par la violence depuis l'été 1962.

Aux abois, Bouteflika cherche à se maintenir au pouvoir de trois façons :

1- l'organisation de sa dynastie autour de son frère Saïd Bouteflika dont « on prête à cet ancien syndicaliste aux penchants trotskistes une solide expérience dans l'art de la négociation et des jeux de coulisses, forgée au cours de ses années d'activisme au sein de l'Université des Sciences et des Technologies d'Alger, où il enseignait la physique » (*Le Matin*, 15/12)

Avec ce nouveau rais, l'Algérie serait le seul pays où un président ayant bu de la potion magique trotskyste dirigerait l'Algérie où « l'islamisation des mœurs triomphe » (Wassyla Tamzali : « Lettre d'Alger aux Européens désabusés », Gallimard, 2009) avec Louisa Hanoune, la secrétaire du Parti des travailleurs (PT) dont la matrice fut le Comité de liaison des trotskystes algériens (CLTA). Le principal crime de la colonisation française ne serait-il pas d'avoir créé un mode de production capitaliste, une classe ouvrière et l'Étoile créée par le PCF sur décision de la troisième internationale, des syndicats capables, comme ceux de la Fonction publique, d'infliger une défaite à Bouteflika et des organisations étudiantes et enseignantes, socialistes, communistes, anarchistes et trotskystes ?

2. la désignation du Maroc comme l'ennemi extérieur. C'est ce qu'écrit *Le Matin* du 14/12 dans un article documenté : « Maroc Algérie : la guerre inévitable ? » Inquiétude partagée par Abdelhak Fadi (saharanews.org du 12/12) dans un article intitulé : « La froide stratégie de l'Algérie au Maghreb » :

« L'affaire Aminatou Haidar, fomentée par le gouvernement algérien et le Polisario s'apparente à une grossière machinerie à plusieurs objectifs : dénigrer le Maroc à un moment où le Statut avancé avec l'Union européenne est sur la dernière ligne droite ; envenimer les relations entre le Maroc et sa voisine l'Espagne en colportant ragots et désinformation ; enfin torpiller le processus de négociations de l'ONU au Sahara. »

On assisterait à un remake de la guerre des sables de 1963, qui a permis à Boumediene de torpiller l'accord entre Ben Bella et Aït Ahmed, chef du FFS, de mater la Kabylie et de préparer son putsch du 19 juin 1965. Même scénario dix ans plus tard, quand Boumediene a soutenu le Polisario fantoche pour détourner le pays de la crise ouverte de son régime. Rappelons que pendant le débat ouvert sur la Charte, quatre anciens dirigeants du FLN : Ferhat Abbas, Ben Khedda, Lahouel et Kheireddine se sont prononcés pour un débat public à l'échelle nationale pour l'élection au suffrage universel direct et sincère d'une **Assemblée nationale constituante et souveraine**». Le ralliement de Boudiaf, dirigeant du PRS (Parti de la

révolution socialiste) et ancien dirigeant du CRUA, de Aït Ahmed, chef du FFS, de Lebjaoui, chef du RUR (rassemblement unitaire des révolutionnaires) et de Tahar Zbiri, ex-chef d'état-major de l'ALN, a marqué l'isolement politique du régime.

Il faut noter que tous ces dirigeants ont construit et dirigé le FLN, lequel n'a jamais mentionné dans son programme le mot d'ordre de Constituante souveraine. Rappelons encore que le FLN a mené une guerre d'extermination contre les messalistes, partisans d'une Assemblée constituante souveraine.

3 - la mise en accusation de la France. C'est ainsi que

« Moussa Abdi, député du FLN a remis sur le tapis la question de la criminalisation de la colonisation en Algérie pendant 132 ans comme une réponse à la loi française glorifiant la période coloniale, adoptée par l'Assemblée générale française le 23 février 2005. Une loi qui est intervenue au moment où Paris parlait à l'époque de Jacques Chirac de traité d'amitié qui a été enterré juste après » (*Le Matin*, 15/12.)

Prenant le relais de cet obscur député, la confrérie des repentants relance en France le débat sur la guerre des mémoires et les crimes de la colonisation. Ils exigent la repentance de la France, gardent un silence désapprouvateur sur l'enquête ouverte sur le massacre des moines de Tibhirine et le tournage en cours d'un film sur ce massacre. Ils critiquent l'islamophobie de la société française et se déchaînent contre le « traître » Eric Besson en s'engageant dans une campagne haineuse, analogue à celle menée contre Roger Salengro, ministre de l'intérieur du gouvernement Blum. Il s'agit de disqualifier le travail mené à la Cité de l'immigration, d'obtenir l'abrogation du ministère dirigé par Eric Besson et d'interdire tout débat sur l'identité nationale.

Il s'agit aussi de soutenir Bouteflika en critiquant Paris qui veut mettre fin à l'exception algérienne en matière d'immigration et renégocier l'accord de décembre 1968 en proposant à l'Algérie un nouvel accord sur l'immigration fondé sur les quotas. Soutien discret car Alger s'est indigné avec un argumentaire stupéfiant

« Les Français veulent nous traiter comme les Turcs ou les Pakistanais. Ils oublient que l'Algérie est un pays particulier du fait de l'histoire entre les deux peuples et de l'importance de la dimension humaine dans nos relations. La colonisation française de l'Algérie (1830-1962) a en effet créé des liens sociaux très forts entre ces deux pays, et une forte communauté algérienne estimée à 5 millions de personnes, vit en France et garde des liens avec l'Algérie » (*Le Matin*, 11/10).

Il faut savoir, après ces propos, si l'on peut encore parler des « crimes de la colonisation » ?

On comprend l'affolement de Bouteflika car de façon massive, les Algériens ont manifesté leur volonté de retrouver leur identité en se démarquant de la Ligue arabe, en se ressourçant dans l'Étoile et le PPA et en procédant à une relecture des relations algéro-égyptiennes. Dans ce débat maintenant ouvert, plusieurs points méritent d'être traités :

1. le rôle de Fathi el Dib, dans la décision prise par Boudiaf de former le second CRUA, rédiger au Caire, la déclaration du FLN du 1^{er} novembre, lancer en catastrophe les attentats de la Toussaint pour attirer la répression sur le MTLD et faire de Nasser le parrain de la révolution algérienne ;
2. le contrôle de la délégation MTLD du Caire par Nasser, désignée comme la direction légale du FLN. Les négociations effectuées par le gouvernement Mollet avec cette direction ne l'ont-elle pas validée comme le seul interlocuteur de la France ;
3. la promotion du FLN dans la Ligue arabe, à l'ONU, à Bandoeng et dans le bloc afro-asiatique ;
4. le soutien contraint de Nasser au GPRA installé à Tunis et l'aide militaire et politique de Nasser à Boumediene quand il deviendra chef de l'armée des frontières ;

5. L'alliance Ben Bella-Boumediene pour faire exploser le GPRA et créer les conditions pour la prise du pouvoir de Ben Bella soutenu par Boumediene ;

6. Le soutien de Nasser au gouvernement Ben Bella pendant son voyage triomphal à Alger, puis à Boumediene, le 19 juin 1965. Nasser n'a-t-il pas salué la structuration de l'appareil d'État algérien sur l'Armée des frontières, la formation du Conseil de la révolution, l'arabisation et l'islamisation de l'État, de l'école et de la société et l'intégration étroite de l'Algérie dans la Ligue arabe.

Au final, la colère de Moubarak s'explique par sa volonté de garder l'Algérie dans une Ligue arabe fantoche qu'il contrôle et éviter un effondrement de son régime.

Du côté algérien, la timidité de la riposte s'explique par la crainte de voir délégitimé tout l'édifice politique construit depuis l'indépendance et, avec lui, l'histoire officielle en Algérie et celle écrite et enseignée en France par les historiens de la deuxième génération des porteurs de valises.

Nous interviendrons dans ce débat et puisqu'en décembre, il est de tradition de formuler des vœux pour la prochaine année, souhaitons un succès pour l'équipe de foot d'Algérie, et que, cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie, 2012 soit l'année de Messali Hadj. Alors les peuples français et algériens réconciliés pourront participer activement à la construction de l'Occident méditerranéen qui finira bien par exister.

Jacques Simon, le 20 décembre 2009.